

Résumé de la persécution de Muhammad Yunus par le gouvernement du Bangladesh (2010-2024)

En août 2024, la persécution du professeur Yunus par son propre gouvernement, qui dure depuis 14 ans, a pris fin de manière spectaculaire. Après des semaines d'effusion de sang et de crise, le 5 août, Sheikh Hasina a démissionné de son poste de premier ministre et a fui le pays. Les étudiants qui ont mené le soulèvement et la révolution ont demandé au professeur Yunus de diriger le nouveau gouvernement intérimaire. D'abord réticent, le professeur Yunus a finalement estimé qu'il ne pouvait pas dire non aux étudiants qui avaient tant sacrifié. [Il a été nommé conseiller principal](#), ou premier ministre par intérim, le 8 août. Depuis lors, il s'efforce d'aider le pays à faire son deuil, à s'unifier et à se reconstruire. Entre-temps, les deux affaires frivoles dont il faisait l'objet ont été classées. Ce qui suit peut servir d'historique de la persécution qu'il a subie et des demandes de justice faites par lui et en son nom entre la fin de l'année 2010 et le milieu de l'année 2024. Nous prévoyons de continuer à publier des articles sur les progrès de son administration sur le [blog du protéger Yunus](#).

Histoire

Depuis plus de dix ans, des histoires sans fondement circulent sur le professeur Muhammad Yunus et la [Grameen Bank](#), qui ont reçu conjointement le prix Nobel de la paix en 2006 pour leur travail de lutte contre la pauvreté par le biais de la microfinance et du social business. Ces histoires trouvent leur origine dans une campagne insensée menée par le gouvernement du Bangladesh et son Premier ministre, qui s'inscrit elle-même dans le cadre d'un effort systématique de violation des droits de l'homme, d'étouffement de la dissidence et des aspirations démocratiques du peuple bangladais. Ces attaques contre la société civile et l'État de droit ont été largement couvertes par les médias internationaux et la communauté mondiale des droits de l'homme. Pour un résumé détaillé de cette campagne de 14 ans, veuillez consulter [cette description](#) qui met l'accent sur les conclusions de journalistes et de chercheurs indépendants.

En 2022, cette ligne d'attaque contre Yunus a été relancée et représente une menace pour la justice et les droits de l'homme au Bangladesh ainsi que pour la sécurité personnelle du professeur Yunus. La première ministre du Bangladesh a affirmé à plusieurs reprises que M. Yunus avait bloqué l'approbation par la Banque mondiale d'un prêt destiné à soutenir la construction du pont Padma en faisant pression sur des fonctionnaires américains, y compris lors de l'inauguration de ce pont en 2022. Elle a soutenu la création d'une commission chargée d'enquêter sur cette affaire, d'identifier les "ennemis de la nation" et de les traduire en justice. Elle a également fait une série d'autres déclarations sur Yunus qui risquent d'inciter d'autres personnes à l'attaquer.

[Par exemple](#), le Premier ministre a déclaré ceci en mai : "[Yunus] a bloqué les fonds pour le pont de la Padma simplement pour le poste de DG [directeur général de la Grameen Bank]. Il devrait être plongé deux fois dans la rivière Padma. On devrait le plonger un peu et le retirer pour qu'il ne meure pas, puis le remonter sur le pont. Cela lui servira peut-être de leçon". Le Centre Yunus a réagi [ici](#). Le journaliste britannique indépendant David Bergman a [récemment publié](#) une analyse des preuves selon lesquelles la raison pour laquelle l'offre de financement de la Banque mondiale a été retirée était la corruption au sein du gouvernement du Bangladesh. Le gouvernement a depuis abandonné sa ligne d'attaque sur le pont Padma. Il a préféré "enquêter" sur la corruption liée à une affaire juridique entre Grameen Telecom, une

organisation à but non lucratif présidée bénévolement par M. Yunus, et certains anciens employés de l'organisation. Le journaliste David Bergman a publié une [analyse détaillée](#) de cette question.

Le 22 septembre 2022, la Commission anti-corruption du gouvernement a envoyé une mise en demeure au président de Grameen Telecom pour qu'il fournisse une quantité impossible d'informations sur ses activités, son histoire et son personnel, puis a étendu cette demande à 43 autres organisations dans lesquelles le professeur Yunus a été impliqué. Aussi incroyable que cela puisse paraître, la date d'échéance n'était que sept jours calendaires après la demande initiale.

Grameen Telecom a fourni le rapport à la date prévue et le journaliste David Bergman s'est [penché sur cette "expédition de pêche" absurde](#) dans le contexte plus large des violations des droits de l'homme au Bangladesh. (Pour en savoir plus sur la situation des droits de l'homme dans le pays, lisez [ce résumé](#) d'Amnesty International). Preuve supplémentaire que la communauté internationale commençait à s'éveiller à cette crise, The Economist a publié [un article percutant](#) en octobre 2022. Puis le [Financial Times a publié sa propre analyse percutante](#) lorsqu'un de ses journalistes a obtenu un rare visa pour effectuer un reportage à l'intérieur du Bangladesh (la plupart des journalistes étrangers ont vu leurs demandes de visa refusées ces derniers temps).

Le 7 mars 2023, 40 dirigeants du monde entier ont [écrit au Premier ministre Sheikh Hasina](#) pour lui demander de cesser de harceler et de persécuter M. Yunus, et leur lettre a été publiée en pleine page dans le Washington Post. Cet appel a suscité des milliers de messages de soutien sur les médias sociaux. Un [communiqué de presse](#) connexe et [un collage des signataires](#) ont été largement diffusés. Le chef des droits de l'homme de l'ONU a [demandé au Premier ministre de suspendre la loi sur la sécurité numérique](#), qui est à l'origine de nombreuses persécutions récentes. Immédiatement après la publication de la lettre ouverte, le gouvernement est resté silencieux, à l'exception d'une [déclaration incohérente](#) du ministre des affaires étrangères à propos de la lettre : "Cela n'a pas beaucoup d'importance. C'est irréaliste et non objectif."

Le 10 avril 2023, le Premier ministre a attaqué trois parties à la télévision nationale : les États-Unis, Prothom Alo, un journal bangladais respecté, et le professeur Yunus. Le professeur Yunus a [répondu aux commentaires](#) qui lui étaient adressés. Entre-temps, le Guardian [a écrit sur l'aggravation de la crise liée à la liberté de la presse](#) engendrée par les attaques du Premier ministre contre Prothom Alo.

Le 2 mai 2023, la Commission anti-corruption (ACC) a finalement convoqué le professeur Yunus pour le 11 mai. Près d'un mois après cette entrevue, la [Commission a accusé le professeur Yunus et plusieurs autres membres du conseil d'administration de Grameen Telecom d'actes de corruption](#) liés à un règlement. En fait, le "First Investigation Report" (FIR) n'a trouvé aucune preuve que le professeur Yunus ou les autres administrateurs se soient emparés des fonds impliqués dans le règlement.

Dans une autre affaire, la Haute Cour a refusé au professeur Yunus un avantage fiscal d'une valeur de 120 millions de taka, soit environ 1,1 million de dollars américains, dont ses comptables lui avaient dit il y a des années qu'il était valide et courant en vertu de la loi bangladaise. Le Centre Yunus a publié une réponse sobre et factuelle à cette décision, qui a été [relayée par les médias](#). Ce redressement fiscal inattendu était fondé sur une loi au libellé vague qui n'est que rarement, voire jamais, appliquée de cette manière. (Les actifs du professeur Yunus proviennent principalement de ses conférences et des droits

d'auteur de ses livres). Toutefois, les tribunaux ont décidé d'exiger du professeur Yunus qu'il paie les impôts supplémentaires, ce qu'il a fait à la fin du mois de juillet 2023.

Dans une affaire distincte, qui découle d'une affaire de droit du travail contre Grameen Telecom en 2021, le professeur Yunus se trouve dans un autre cas de péril juridique. Bien qu'il ne soit pas un dirigeant de l'entreprise et qu'il ne perçoive aucun salaire en tant que président non exécutif, il risque une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois dans le cadre d'un procès qui s'est officiellement ouvert le 22 août 2023. Un cabinet d'avocats international a entrepris un examen de haut niveau de l'affaire. Sur la base de cet examen, la campagne Protect Yunus conclut que le professeur Yunus risque six mois de prison pour un crime qu'il n'a non seulement pas commis, mais qui n'existe pas légalement.

Si cette erreur judiciaire se concrétise, quatre membres innocents du conseil d'administration de Grameen Telecom, dont le professeur Yunus, risqueront six mois d'emprisonnement dans un avenir immédiat, après avoir été poursuivis par l'État bangladais pour diverses allégations d'infractions à la loi sur le travail de 2006 au Bangladesh. Le parcours de cette affaire, depuis l'enquête initiale jusqu'à son passage ultérieur à travers les différents niveaux du système judiciaire bangladais, a été inapproprié et constitue une preuve évidente de l'approbation par les autorités et le système judiciaire bangladais de la persécution du professeur Yunus. Une erreur judiciaire est en train de se produire et l'État bangladais ne doit pas être autorisé à la mener à son terme.

En réponse à cette persécution, une [lettre ouverte](#) a été publiée le 28 août, suivie [d'une pleine page de publicité](#) dans l'édition internationale du New York Times le 31 août. Cette lettre a été précédée d'une [courageuse déclaration de soutien](#) de la part de 34 personnalités du Bangladesh et a été suivie de [rassemblements publics](#) en faveur du professeur Yunus. Le nombre de signataires est passé de 174, dont 103 lauréats du prix Nobel, à 189, dont 108 lauréats du prix Nobel.

Cette lettre a été largement consultée et commentée au Bangladesh et dans le monde entier. La liste des journaux, magazines, entreprises de médias en ligne, blogs, etc. qui l'ont commentée positivement est trop longue pour être énumérée, mais on peut citer [cet article](#) et [celui-ci](#). Le New York Times a également publié un article d'une page entière intitulé "[Democracy in Bangladesh Is Quietly being Crushed: Millions on Trial in Bangladesh](#)", a été publié le 4 septembre, fruit de plusieurs mois de recherche et de préparation. Certains des commentaires les plus influents sur les médias sociaux concernant la persécution du professeur Yunus ont été formulés par [Hillary Clinton](#), [Joseph Stiglitz](#), [John Hewko](#) et [Kerry Kennedy](#).

Le procureur général adjoint du Bangladesh a annoncé publiquement, le 4 septembre, qu'il ne signerait pas une lettre promue par son gouvernement critiquant la lettre ouverte. Cette nouvelle a fait couler beaucoup d'encre et a été commentée au Bangladesh et ailleurs. Vous pouvez en prendre connaissance [ici](#) et [ici](#). Les Nations unies ont fait entendre leur voix et condamné l'oppression au Bangladesh, ce que vous pouvez lire dans Barrons (qui a publié une dépêche de l'AFP) [ici](#).

Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement et ses alliés ont critiqué notre lettre en la qualifiant d'ingérence étrangère inappropriée. La réponse officielle la plus importante a été [une déclaration](#) du ministère des affaires étrangères qui a souligné qu'il était inapproprié que des étrangers tentent de s'immiscer dans les affaires intérieures du Bangladesh et que le système judiciaire bangladais était indépendant (cette indépendance a toutefois été remise en question par des experts cités dans cet article de

Voice of America, et ailleurs). (Cette indépendance a toutefois été remise en question par des experts cités dans cet [article de Voice of America](#) et ailleurs).

La réponse la plus convaincante aux critiques du gouvernement a pris la forme d'une publication en deux parties sur les médias sociaux par Shayan S. Khan, rédacteur en chef du vénérable Dhaka Courier, un magazine hebdomadaire bangladais de langue anglaise respecté. Les liens vers cette analyse sont disponibles ici : [première](#) et [deuxième parties](#).

Le 5 septembre 2023, le gouvernement a été accusé de manière crédible de malversations illégales dans l'enquête sur le professeur Yunus dans l'affaire du droit du travail, en raison de la falsification de documents. Vous pouvez lire cet important développement [ici](#). Au fur et à mesure de l'avancement de l'affaire, jusqu'au début du mois d'octobre, les observateurs indépendants et les [principaux groupes de défense des droits de l'homme, tels qu'Amnesty International](#), se sont rendu compte de la fausseté des arguments avancés par le gouvernement. Entre-temps, le journaliste David Bergman a publié [une analyse méticuleuse de l'affaire](#) de "blanchiment d'argent" intentée par la Commission anticorruption contre le professeur Yunus (l'une des 199 affaires en instance contre lui au début du mois de novembre 2023). Le [magazine Time vient de publier un article](#) sur Sheikh Hasina dans lequel il note que "le Bangladesh a pris un tournant autoritaire sous le parti de Hasina, la Ligue Awami" et mentionne la persécution du professeur Yunus et la lettre ouverte en sa faveur qui a été publiée en août 2023. La Commission anti-corruption a inopinément reporté la [publication](#) de son rapport final sur le professeur Yunus au 3 janvier 2024, au plus tôt.

Le 1er janvier 2024, le professeur Yunus et trois de ses collègues ont été reconnus coupables de violations présumées du droit du travail et condamnés à six mois de prison, puis à un mois de liberté sous caution pour pouvoir faire appel, à la suite d'allégations d'infractions à la loi sur le travail du Bangladesh de 2006 par Grameen Telecom concernant la classification des employés, le droit aux congés annuels et les régimes de participation des employés aux bénéfices.

L'ancien secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a déclaré dans [un communiqué de la campagne Protect Yunus](#) : "Un leader comme Muhammad Yunus devrait être célébré et libre de contribuer à l'amélioration de la vie des gens et de la planète. Le dernier endroit où il devrait se trouver est la prison. Je demande l'annulation immédiate de ce verdict injuste". Irene Khan, ancienne directrice d'Amnesty International, qui était présente lors du verdict de lundi, a déclaré que cette condamnation était "une parodie de justice". Elle a ajouté : "Un militant social et lauréat du prix Nobel qui a fait l'honneur et la fierté du pays est persécuté pour des motifs futiles".

"Le cas de Muhammad Yunus est emblématique de la situation critique des droits humains au Bangladesh", a déclaré Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, en septembre 2023. "L'utilisation abusive des lois et du système judiciaire pour régler des vendettas est incohérente et incompatible avec les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Après l'annonce du verdict, Amnesty International a [ajouté](#) : "Amnesty International estime que l'ouverture d'une procédure pénale contre Muhammad Yunus et ses collègues pour des questions qui relèvent de la sphère civile et administrative constitue un abus flagrant du droit du travail et du système

judiciaire, ainsi qu'une forme de représailles politiques pour son travail et ses opinions dissidentes." Le 3 janvier, la Commission nationale de lutte contre la corruption a [annoncé](#) qu'elle reportait la décision finale de la Cour suprême a annoncé qu'elle reportait au 3 mars 2024 la finalisation des accusations supplémentaires portées contre le professeur Yunus et d'autres personnes.

Le 22 janvier, 12 sénateurs américains des deux principaux partis ont adressé [une lettre ferme au premier ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina](#), l'exhortant à "mettre fin au harcèlement persistant du professeur Muhammad Yunus, lauréat du prix Nobel de la paix, et à la tendance à abuser des lois et du système judiciaire pour cibler plus largement les critiques du gouvernement".

Le 28 janvier, l'équipe juridique du professeur Yunus a déposé son appel dans l'affaire du droit du travail, et lui et ses coaccusés ont été libérés sous caution. Le lendemain, la Commission anti-corruption a déposé un acte d'accusation sans fondement contre le professeur Yunus et tous les autres membres du conseil d'administration de Grameen Telecom. Le même jour, 242 dirigeants mondiaux, dont 125 lauréats du prix Nobel, ont publié [une troisième lettre ouverte](#) demandant qu'il soit mis fin à ce qu'ils qualifient de "parodie de justice". Cette lettre a [été largement commentée](#) dans les médias bangladais. Parmi les signataires figurent l'ancien président américain Barack Obama, l'ancien secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, ainsi que les dirigeants d'Amnesty International et de Human Rights Watch.

Pendant ce temps, la fille du professeur Yunus, Monica, a lancé des appels poignants et articulés pour assurer la sécurité de son père sur la BBC NewsHour, [Channel 4](#) au Royaume-Uni et sur [CNN](#).

Dans le cadre d'une escalade post-électorale choquante de la part du gouvernement et de ses alliés, une invasion illégale du bâtiment de Grameen Telecom a eu lieu le 12 février 2024, sur laquelle la campagne Protect Yunus a écrit ici et qui a été rapportée en anglais d'abord par [New Age Bangladesh](#) et plus tard par [The Daily Star](#). Les intrus ont menacé les dirigeants des deux principales entreprises à but non lucratif de la Grameen, Grameen Kalyan (Welfare) et Grameen Telecom. Les journalistes qui ont enquêté sur l'affaire ont clairement indiqué que la [Grameen Bank n'avait aucun droit légal de prendre ces mesures](#). Après avoir occupé les bureaux pendant près d'une semaine, les intrus sont partis. Peu après, la Grameen Bank a tenu une conférence de presse au cours de laquelle son président a déclaré que la Grameen Bank reprenait les huit organisations en toute légalité et commençait par nommer de nouveaux présidents et directeurs généraux. Le Centre Yunus a vigoureusement réfuté ces affirmations en [anglais](#) et en [bengali](#).

Interrogé sur cette illégalité lors de la conférence de Munich sur la sécurité, le premier ministre Sheikh Hasina a défendu ces actions et prédit que des informations préjudiciables sur le professeur Yunus et sa position sur cette tentative de prise de contrôle hostile seraient bientôt publiées, des notions qui ont été immédiatement rejetées par des personnes au fait de ces questions. Cette nouvelle crise a été couverte par deux grands quotidiens allemands, en [anglais](#) et en [allemand](#).

Le 3 mars, le professeur Yunus a comparu en personne à deux audiences différentes. Il a d'abord comparu devant le Tribunal du travail, dans le cadre de son appel du verdict rendu contre lui le 1er janvier, puis devant la Commission anti-corruption (ACC), dans le cadre de l'enquête distincte qu'elle a menée à son sujet. Dans les deux cas, il a été libéré sous caution jusqu'au 16 avril, date de la prochaine audience du tribunal du travail. Avant les audiences du 3 mars, de nombreuses personnes, dont [Richard Branson](#) et

l'ancien secrétaire général des Nations unies [Ban Ki-moon](#), ont fait des déclarations publiques en faveur du professeur Yunus. De son côté, [la Fondation Clooney pour la justice](#) a mené sa propre enquête et publié [un rapport](#) très critique à l'égard du traitement réservé au professeur Yunus par le gouvernement du Bangladesh. La Fondation Clooney a l'intention de continuer à s'impliquer et prévoit d'analyser également l'affaire du tribunal de la Commission anti-corruption.

Le 13 mars, le sénateur américain Dick Durbin a rencontré l'ambassadeur du Bangladesh aux États-Unis pour l'exhorter à mettre fin au harcèlement troublant du professeur Yunus par le gouvernement bangladais. Dans le [communiqué de presse](#) publié à l'issue de cette rencontre, M. Durbin déclare : "Les États-Unis apprécient les relations qu'ils entretiennent de longue date avec le Bangladesh. Mais le fait de ne pas mettre fin à cette vendetta apparemment personnelle contre Muhammad Yunus aura un impact négatif sur ce partenariat".

En avril, le professeur Yunus a participé au Forum mondial de Bakou et s'est vu décerner le prestigieux prix de l'Arbre de la paix. Cependant, le [ministre de l'éducation](#) et le [ministre des affaires étrangères](#) ont inutilement critiqué le Centre Yunus pour avoir exagéré le rôle de l'UNESCO dans l'attribution du prix. Le Centre Yunus a publié [une clarification](#), accompagnée d'une documentation, montrant à quel point l'UNESCO était impliquée dans le prix.

Nous sommes encouragés par les récents témoignages vidéo de soutien au professeur Yunus de la part de l'emblématique primatologue [Dr. Jane Goodall](#), de l'astronaute de la NASA [Ron Garan](#), de [Kerry Kennedy](#) du RFK Human Rights Memorial, et du légendaire investisseur en capital-risque [Vinod Khosla](#) dans cet [article d'opinion](#) au ton ferme publié par The Wire. Nous avons également salué les commentaires de soutien des principales organisations de défense des droits de l'homme, telles qu'[Amnesty International](#) et [CIVICUS](#). Nous encourageons tous les citoyens à enregistrer leurs propres déclarations et à les publier en ligne.

Alors que les actions en justice intentées contre lui progressent en juin 2024, des sources d'information de premier plan ont publié des articles favorables au professeur Yunus. [Reuters](#), [Agence France Presse](#) et [The Guardian](#) en sont des exemples. Golam Mortoza, rédacteur en chef du Daily Star Bangla, a publié sur sa chaîne YouTube une [déclaration de 16 minutes](#) en faveur du professeur Yunus, que nous avons [traduite en anglais](#).

La Grameen Bank a relancé une [plainte](#) discréditée contre le professeur Yunus concernant l'entreprise qu'il a fondée dans les années 1970. Le Centre Yunus a publié une [réponse](#) à ces fausses allégations.

Le 12 juin, la crise a pris une nouvelle tournure inquiétante lorsque le professeur Yunus et 13 co-accusés ont été désignés sur la base d'accusations sans fondement portées par la Commission anti-corruption du pays. Vous trouverez un article sur l'inculpation [ici](#) et une réfutation complète des accusations portées contre lui [ici](#).

Les reportages de [NPR](#), la principale station de radio nationale des États-Unis, et de [Bloomberg](#) en juillet 2024, ont souligné que les mauvais traitements infligés au professeur Yunus s'inscrivent dans un schéma plus large de régimes autoritaires violant les droits de l'homme, la liberté de la presse et les normes démocratiques. Le 2 juillet, le sénateur Richard Durbin et trois autres éminents sénateurs américains ont

publié une [déclaration](#) ferme en faveur du professeur Yunus. Le magazine Time a publié "[Du 'banquier des pauvres' au 'suceur de sang' : La triste saga du lauréat du prix Nobel Muhammad Yunus](#)" en juillet 2024.

La situation générale au Bangladesh, où les étudiants et d'autres personnes qui protestent contre le régime actuel ont fait des centaines de morts, reste à la fois tragique et instable à la fin du mois de juillet. Le professeur Yunus a choisi de lancer un [appel](#) aux dirigeants du monde entier pour qu'ils mettent un terme à l'assassinat inutile d'étudiants et d'autres personnes. Sa déclaration a eu une grande influence ; elle a été reprise par les principaux journaux et médias internationaux, tels que [The Wire](#), [Bloomberg](#) et [Foreign Policy](#). Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a notamment répondu à l'appel de M. Yunus en publiant une [déclaration](#) ferme condamnant la réaction du gouvernement aux manifestations. Par la suite, le professeur Yunus a été [interviewé par The Hindu](#), un grand quotidien indien, dans lequel il a appelé à de nouvelles élections au Bangladesh.

Pour plus d'informations, contactez la campagne Protect Yunus à l'adresse protectmdyunus@gmail.com, la campagne qui a préparé ce document.